

EMPLOI

Au centre des préoccupations des Français, la question de l'emploi sera décisive en 2007. Après la lutte contre le CPE, le thème de la sécurité de l'emploi est repris à droite comme à gauche mais évidemment avec des propositions, qui sous l'apparence des mots, n'ont pas du tout la même signification.

À l'offensive pour s'affranchir des règles du Code du travail, le Medef a annoncé son intention de peser sur les programmes des uns et des autres. Il prétend reprendre à son compte le besoin de sécurisation tout en accentuant une flexibilité précaire du travail avec le droit de licenciement encore plus facilement. L'offensive visant à ancrer le fatalisme dans les têtes se poursuit avec l'entrée "d'experts" ultra et sociaux libéraux (le cercle des économistes), enfermant le débat sur le "possible" au respect des

"contraintes imposées par l'appartenance de la France à l'Union européenne et son insertion dans une économie mondialisée" C'est-à-dire le pacte de stabilité et l'obsession anti-

Sécuriser l'emploi: une question majeure

salariale de la BCE au service des marchés financiers. Simultanément, après les déconvenues du CPE, Villepin se livre à une surenchère démagogique sur le pouvoir d'achat et l'emploi tout en accentuant la baisse des cotisations sociales patronales et le subventionnement des petits boulots avec la prime pour l'emploi mise en place en 2001. Cherchant à intégrer les syndi-

cats, il annonce une Conférence Nationale sur "salaires, revenus, emplois" fin 2006.

À gauche, le PS rivalise sur les mêmes thèmes tout en refusant de rompre avec le social libéralisme, qu'il s'agisse de la baisse des cotisations sociales, du refus de mobiliser les crédits ou de toucher aux gestions des entreprises.

Mais peut-on prétendre sécuriser les parcours professionnels sans changer l'utilisation de l'argent des profits, des fonds publics et du crédit ? sans conquérir des nouveaux pouvoirs dans les entreprises ? sans toucher à la gestion des entreprises ?

C'est tout l'enjeu des Assises régionales pour la sécurisation de l'emploi et de la formation dont le PCF a pris l'initiative et qui vont se tenir d'ici la fin 2006.

*(en Picardie, le Samedi
2 décembre prochain).*

ESSEF: ce n'est pas fini...

Depuis le 24 juillet, l'entreprise de papiers peints de Balagny est fermée, résultat d'une gestion désastreuse. Avec la CGT, les salariés ont engagé des procédures aux prud'hommes pour réclamer des indemnités de licenciement dignes du travail accompli depuis des décennies.

Très attachés à leur métier, convaincus que les produits Essef ont une très bonne réputation, 30 salariés forment le projet de redémarrer l'entreprise sous forme de SCOP. Les Conseils Général et Régional ont accepté de financer une étude de faisabilité. Par contre, Mme Brémard, Maire-conseiller générale UMP s'est refusée à signer l'« appel citoyen » de soutien au projet signé déjà par près de 1000 personnes. Pour l'heure, la mobilisation s'impose pour obtenir le report de la vente aux enchères du patrimoine (immobilier et machines) que le liquidateur a fixé au 11 octobre. Enfin les salariés exigent la transparence sur l'information selon laquelle les Bougeard (propriétaires de Essef) auraient des intérêts dans une unité de production en Russie.

La faillite masquerait-elle une délocalisation ?

ARCELOR- MONTATAIRE : le nouveau PDG MITTAL inter- pellé par les élus communistes

Dans une lettre publique, le maire et le conseiller général de Montataire demandent au nouveau PDG d'informer les salariés, les élus et la population sur ses projets et lui demandent de revenir sur les décisions prises de fermer le recuit continu et le laminoir provoquant la suppression de 400 emplois. Ils formulent la proposition de création d'un pôle automobile auquel l'usine pourrait contribuer de manière décisive grâce à l'utilisation renouvelée de l'acier

TREFIMETAUX : les propositions alternatives du CE jugées « sérieuses »...

Le rapport des experts présenté au CCE le 12 septembre a validé ce que les salariés ont affirmé depuis le début : le site de Sérifontaine est viable. La Direction a dû convenir que « les propositions avancées sont sérieuses » notamment sur la possibilité du maintien du laminage à froid. Cependant tout montre aussi que le maintien de la fonderie est un complément indispensable du laminage et refendage pour le recyclage des déchets et serait la meilleure solution environnementale et économique en évitant des transports coûteux et polluants.

Pour appuyer cette idée, le maire de Sérifontaine a proposé aux Conseils général et régional une étude sur un redéveloppement de la fonderie utilisant les techniques les plus innovantes et s'appuyant sur le savoir-faire des salariés . « Cette étude réalisée rapidement pourrait être un complément très utile au travail effectué par le CCE et permettrait de définir un plan alternatif complet » souligne-t-il. ⑤